

DANS L'ACTUALITE du 10 au 12 mars 2015

### **Textes officiels**

JORF n°0060 du 12 mars 2015

Transfert des dispositions réglementaires relatives à l'aménagement cinématographique dans le code du cinéma et de l'image animée

[Décret n° 2015-268 du 10 mars 2015 modifiant la partie réglementaire du code du cinéma et de l'image animée et relatif à l'aménagement cinématographique](#)

JORF n° 0058 du 10 mars 2015

Promulgation de la loi sur la répartition des sièges des conseils communautaires

[Loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire](#)

### **Conseil constitutionnel**

Possibilité de verser une partie de l'astreinte prononcée par le juge administratif au budget de l'État

[Décision n° 2014-455 QPC du 06 mars 2015 - M. Jean de M.](#)

### **Projet de loi**

Nouvelle organisation territoriale

[Texte adopté le 10 mars 2015 - projet de loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République \(NOTRe\)](#)

[Dossiers législatifs en date du 11/03/2015 - Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République](#)

## Jurisprudence

Ordre de juridiction compétent pour connaître d'une demande indemnitare formée par une personne privée à la suite de la résiliation d'un contrat par lequel une société concessionnaire d'autoroute lui aurait confié la réalisation d'une œuvre d'art

[TC 9 mars 2015 Mme R. c/ Société Autoroutes du Sud de la France, n° 3984](#)

Urbanisme et aménagement du territoire

[CAA Versailles 5 mars 2015 SARL Les Villas, req. n° 13VE00570](#)

Marchés publics de travaux en vue de restructuration et d'embellissement de certaines rues, pénalités de retard et mise en demeure

[CAA Nancy 3 mars 2015 société Nord Est TP Canalisations, req. n° 14NC00670](#)

La conclusion du marché en litige résulte d'un vice d'une particulière gravité relatif aux conditions dans lesquelles la commune de Nice a donné son consentement qui est de nature à entraîner la nullité du contrat

[CAA Marseille 2 février 2015 société Carats, req. n° 13MA01294](#)

## Circulaire

Rapport annuel sur les dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2014 par les collectivités territoriales et leurs groupements

[Instruction du 9 mars 2015 relative à la mise en œuvre de l'article L. 1511-1 du code général des collectivités territoriales : rapport annuel sur les dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2014 par les collectivités territoriales et leurs groupements](#)

Expropriation pour cause d'utilité publique : une circulaire présente le nouveau code

[Circulaire du 19 janvier 2015 de présentation de l'ordonnance n° 2014-1345 du 6 novembre 2014 relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et du décret n° 2014-1635 du 26 décembre 2014 relatif à la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique](#)

Source : BOMJ 2015-2 du 27 février 2015

## Vu par ailleurs

Contrat public

Marchés publics et propriété intellectuelle : une exception en faveur du juge judiciaire

[Dans une décision du 7 juillet 2014, le Tribunal des conflits avait tranché la question de la répartition de la compétence entre les deux ordres de juridiction pour les litiges relatifs aux marchés publics portant sur les droits d'auteur.](#)

Source : localtis.info du 11/03/2015

Les pièces d'un contrat de droit privé peuvent être des documents administratifs communicables

[Dans un conseil récemment publié, la Commission d'accès aux documents administratifs \(Cada\) a précisé les modalités de communication des pièces d'un dossier de marché de travaux passé dans le cadre d'un mandat conclu entre une entreprise privée et une personne publique.](#)

Source : le Moniteur du 09/03/2015

Urbanisme

Annonces du Premier ministre : l'ANRU et la Caisse des Dépôts vont « booster » le nouveau programme national de renouvellement urbain

[François Pupponi, Président de l'ANRU et Pierre-René Lemas, Directeur général du groupe Caisse des Dépôts, se réjouissent des déclarations du Premier Ministre, qui souhaite accélérer le déploiement du nouveau programme national de renouvellement urbain.](#)

Source : Communiqué ANRU du 10/03/2015

Le spectre du « citoyen instructeur »

[Une décision du Conseil d'Etat lance un débat: est-ce au pétitionnaire d'invoquer les adaptations mineures au plan local d'urbanisme ?](#)

Source : la gazette des communes du 10/03/2015

Environnement

### L'économie circulaire, premier grand projet politique pour le Grand Paris ?

[La ville de Paris lance, ce mercredi 11 mars 2015, les États Généraux de l'économie circulaire du Grand Paris. Un projet qui mobilise acteurs publics, privés et citoyens pour inventer un urbanisme durable.](#)

Source : la gazette des communes du 11/03/2015

### Transition énergétique : c'est reparti pour un tour

[Pour une ministre de l'Ecologie qui voulait aller vite dans la mise en place de la transition énergétique, c'est raté. Ségolène Royal devra encore attendre, car les députés et sénateurs réunis en commission mixte paritaire le 10 mars ne se sont pas mis d'accord sur le projet de loi sur la transition énergétique. L'adoption de la loi est donc repoussée.](#)

Source : le Moniteur du 11/03/2015

Collectivités territoriales

### Le nouveau visage du projet de loi Notr après son examen par les députés

[La répartition des compétences des collectivités dessinée par le projet de loi Nouvelle Organisation territoriale de la République \(Notr\) devait à l'origine principalement reposer sur les régions et les intercommunalités.](#)

Source : localtis.info du 12/03/2015

### Réforme territoriale : les maires au bord de la crise de nerfs

[Pour l'Association des maires de France, les dispositions issues de la dernière version du projet de loi NOTRe, « menacent directement l'existence des communes de France ». L'Association des petites villes de France et l'Assemblée des départements de France se montrent globalement satisfaites.](#)

Source : la gazette des communes du 11/03/2015

### Projet de loi NOTRe : ce qu'il faut retenir du texte de l'Assemblée

Les députés ont adopté, en première lecture, ce mardi 10 mars le dernier volet de la réforme territoriale. Ils ont particulièrement renforcé les compétences des intercommunalités. L'examen a aussi été marqué par l'abandon du transfert des routes des départements vers les régions.

Source : la gazette des communes du 11/03/2015

### La nouvelle carte des intercommunalités d'Ile-de-France arrêtée

La nouvelle carte des intercommunalités de la grande couronne francilienne, moins nombreuses et plus peuplées pour peser autour de la future Métropole du Grand Paris, a été arrêtée, a annoncé le 6 mars la préfecture de la région Ile-de-France. Seul un des trois EPCI « XXL » a été retenu : celui du Grand Roissy.

Source : le Courrier des maires du 09/03/2015

Transport

### Plan Juncker : le BTP n'est pas la priorité d'Emmanuel Macron

Selon l'équipe du ministre de l'Économie et des Finances, le programme d'investissement européen de 315 milliards d'euros doit davantage servir à financer les entreprises innovantes que les infrastructures.

Source : le Moniteur du 11/03/2015

### **Vu dans les revues**

AJDA n° 8-2015 du 9 mars 2015 p.449, *La collectivité territoriale face à la commande publique : un candidat (presque) comme les autres*, par Jean Lessi et Louis Dutheillet de Lamothe

AJDA n° 8-2015 du 9 mars 2015 p.468, *Une nouvelle limitation du champ de l'article 7 de la Charte de l'environnement*, par Bénédicte Delaunay

RDI n° 3 – mars 2015 p.108, *Les lois de finances pour 2015 : lois d'ajustement*, par Emmanuel Kornprobst

RDI n° 3 – mars 2015 p.120, *Le montant de l'amende préfectorale applicable aux publicités illégales est « modulable »*, par Jean-Philippe Strebler

RDI n° 3 – mars 2015 p.141, *Sur le contenu du volet commercial du Scot*, par Pierre Soler-Couteaux

Rfda n° 1 janvier-février 2015 p.32, *La jurisprudence Société Entreprise Peyrot : stop ou encore ?*, par Marguerite Canedo-Paris

Les cahiers juridiques n° 181 – mars 2015 p.16, *Projet d'ordonnance : le cadre général | les nouvelles règles | les incertitudes*, par Jérôme Michon

### **Presse**

**Réforme territoriale : un levier pour le marketing régional**

[La refonte des territoires pose la question de leur attractivité et de la manière dont ils se font connaître. Cette période stimule les envies, les besoins, mais les collectivités concernées resserrent leurs budgets et peinent à cerner les vrais enjeux.](#)

Source : les Echos du 11/03/2015

**Les collectivités locales affluent au Mipim**

[21.000 participants sont attendus au Mipim, le rendez-vous de l'immobilier tertiaire. Deloitte publie une étude décapante sur la gestion immobilière des villes.](#)

Source : les Echos du 10/03/2015